

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵜ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵜ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°15/CSEFRS/2024**

RELATIF A :

**LA PRODUCTION ET LA REALISATION D'UN CONTENU PROMOTIONNEL
AUDIOVISUEL DE LA FONCTION CULTURELLE DE L'ECOLE MAROCAINE
POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA
FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	6
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 10: NATURE DES PRIX	7
ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX.....	7
ARTICLE 12: CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	7
ARTICLE 13: ASSURANCES - RESPONSABILITE.....	7
ARTICLE 14: LIVRABLES A FOURNIR	7
ARTICLE 15: ORGANISATION.....	7
ARTICLE 16: ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 17: ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE	8
ARTICLE 18: PRESENTATION DES LIVRABLES	8
ARTICLE 19: MODALITES DE RECEPTION	8
ARTICLE 20: DELAI DE VALIDATION DES LIVRABLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	8
ARTICLE 21: COMITE DE SUIVI	8
ARTICLE 22: MODALITES DE REGLEMENT.....	8
ARTICLE 23: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA	8
ARTICLE 24: PENALITES POUR RETARD.....	9
ARTICLE 25: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS	9
ARTICLE 26: RESILIATION DU MARCHE.....	9
ARTICLE 27: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	9
ARTICLE 28: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES	9
ARTICLE 29: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 30: CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 31: PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROITS D'AUTEUR	10
ARTICLE 32: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
ARTICLE 33: COLLECTE DE CONSENTEMENT	11
CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES »	12
ARTICLE 34: CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION	12
ARTICLE 35: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 36: EQUIPE DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 37: CHANGEMENT DU PERSONNEL	14
ARTICLE 38: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	15



**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N°15/CSEFRS/2024**

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de :

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de

Siège à :

Affilié à sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :



Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

3) *Cas des coopératives ou union des coopératives :*

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de , au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.
(Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des
prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART



CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix a pour objet la conclusion d'un marché relatif à la production et la réalisation d'un contenu promotionnel audiovisuel de la fonction culturelle de l'École marocaine pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en :

- La production d'un film thématique de 13 minutes mettant en lumière le concept de la culture dans le système éducatif, son rôle dans l'éducation et l'évolution des pratiques culturelles dans l'École marocaine ;
- La réalisation de 10 capsules audiovisuelles illustrant des expériences et initiatives éducatives réussies, tout en identifiant les défis et les perspectives.

Ces prestations sont exécutées conformément à au chapitre 2 ci-après.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont :

- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent CPS dûment signé ;
- Le bordereau du prix - détail estimatif ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir N°1-09-15 du 18 février 2009 portant promulgation de la loi N°09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.
- L'arrêté du Chef du gouvernement N° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.



Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président du Conseil, en application de l'article 142 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

La notification de l'approbation du marché intervient dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis en application de l'article 143 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable détaché auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

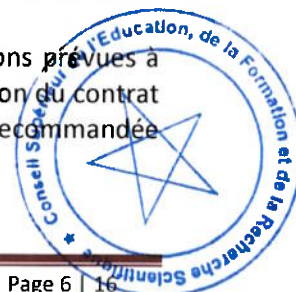
La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur l'article N°1.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.



Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution global est fixé à quatre (04) mois et prend effet à compter de la date de commencement prescrite par l'ordre de service.

ARTICLE 10: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement livrées conformément au marché.

ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15, paragraphe 2 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P_0(0.15 + 0.85 * ING / ING_0)$$

Où :

P : Le montant hors taxe révisé.

P₀ : Le montant initial hors taxe.

ING : La valeur de l'index (**ING : Index global Ingénierie**) du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

ING₀ : La valeur de référence de l'index (**ING : Index global Ingénierie**) du mois de la date de remise de l'offre.

ARTICLE 12: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de : **Onze mille neuf cents Dirhams (11.900 Dirhams)**.
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
- Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 13: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 14: LIVRABLES A FOURNIR

Le titulaire est tenu de fournir les livrables suivants :

Livrables 1 :

- Film final prêt à diffuser en format numérique, optimisé pour les plateformes numériques et télévisées.

Livrables 2 :

- Dix (10) capsules prêtes à diffuser, adaptées aux plateformes numériques et audiovisuelles, dans les formats demandés par le Conseil.

ARTICLE 15: ORGANISATION

Le titulaire est lié par le planning détaillé, figurant dans l'offre technique, qui fait apparaître clairement les tâches à réaliser et le chronogramme d'affectation du personnel à ces diverses tâches.

Les Curriculum Vitae (CV) figurant dans l'offre technique, portent engagement contractuel du concerné d'affecter aux missions et tâches les personnes désignées.

ARTICLE 16: ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire doit veiller au respect des lois et règlements en vigueur au Maroc, et s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels élevés.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations telles que définies au chapitre 2 ci-dessous.



Il ne pourra, en aucun cas, formuler de réclamations fondées sur une connaissance insuffisante des conditions d'exécution des prestations, ni demander une augmentation des prix sur ce fondement.

Le titulaire s'engage à tenir informé le Conseil de tout événement ou circonstance de nature à remettre en cause les délais assignés à la réalisation des prestations, en vue de permettre le déclenchement d'actions correctives.

ARTICLE 17: ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage doit veiller au bon déroulement des prestations et s'engage à cet effet à :

- Aider à l'accès à toutes les informations jugées utiles pour la bonne réalisation des prestations ;
- Prendre les mesures nécessaires pour faciliter les contacts avec les responsables des entités concernées par la prestation ;
- Désigner un comité de suivi qui sera chargé d'assurer le suivi ;
- Veiller à la qualité du déroulement opérationnel des prestations et aider le titulaire à prendre en compte les contraintes spécifiques du projet.

ARTICLE 18: PRESENTATION DES LIVRABLES

Tous les livrables, objet du présent marché, seront fournis, en version provisoire et définitive dans des supports USB, en cinq exemplaires.

ARTICLE 19: MODALITES DE RECEPTION

19.1 Réception provisoire :

La réception provisoire des prestations sera prononcée par le Conseil dès l'approbation des livrables par le comité de suivi.

La réception provisoire sera constatée par un procès-verbal de réception provisoire signé par le comité de suivi.

19.2 Réception définitive :

La réception définitive sera prononcée en même temps que la réception provisoire du marché.

ARTICLE 20: DELAI DE VALIDATION DES LIVRABLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage disposera d'un délai d'une semaine pour valider les livrables remis par le titulaire dans le cadre du présent marché.

Des renseignements et des travaux complémentaires pourront être demandés au Titulaire pendant le délai de validation. A l'expiration de ces délais le Maître d'Ouvrage pourra :

- soit accepter les livrables sans réserve, ce qui impliquera leur approbation ;
- soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou à des améliorations ;
- soit rejeter les livrables pour insuffisance grave.

Dans le deuxième cas, le Titulaire disposera d'un délai d'une semaine pour prendre en considération les remarques émises, procéder aux corrections nécessaires et remettre les livrables en forme définitive, étant précisé que les frais inhérents sont entièrement à la charge du titulaire.

ARTICLE 21: COMITE DE SUIVI

Un comité de suivi sera désigné par le Maître d'Ouvrage. Il sera chargé d'assurer le suivi de l'exécution des prestations.

ARTICLE 22: MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement s'effectuera après prononciation de la réception provisoire du marché et sur production du procès-verbal de réception provisoire y afférent.

Le Conseil se libérera des sommes dues par lui en faisant virement au compte postal, bancaire ou au trésor ouvert au nom du prestataire.

Le titulaire devra produire à cet effet une facture en quatre (04) exemplaires arrêtées en toutes lettres et comportant sa signature, son cachet et son numéro de compte bancaire R.I.B.

Le paiement de ces factures tient compte du montant éventuel des pénalités appliquées conformément à l'article 24 du présent marché.

ARTICLE 23: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA

Une retenue à la source au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « TVA », sera appliquée sur les opérations effectuées par les prestataires de services et les fournisseurs de biens d'équipement et de



travaux assujettis à la TVA en application de de l'article 89 – I (5° , 10° et 12°) du Code Général des impôts.

Une retenue à la source en matière d'IS et d'IR, sera appliquée sur les rémunérations allouées à des tiers, en application des articles 4-IV, 15 bis et 45 bis- I du Code Général des impôts.

ARTICLE 24: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants par jour effectif en retard. Elle sera opérée sur la facture correspondante. Le montant total des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

ARTICLE 25: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 26: RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 28: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

28.1 L'admissibilité pour l'avance :

Conformément au Décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché bénéficie d'une avance, une seule fois, sur la base du montant total du marché.

La tranche du marché faisant l'objet d'une sous-traitance est exclue.

28.2 Le montant de l'avance :

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché TTC.

28.3 Constitution des garanties :

Pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire du marché est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le Maître d'ouvrage.

28.4 Le remboursement du montant de l'avance :

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction de 10% sur chaque acompte dû au titulaire du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant toutes taxes des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

ARTICLE 29: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT



Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 30: CONFIDENTIALITE

Le titulaire reconnaît que l'exécution des prestations objet du présent marché lui donnera accès à des informations confidentielles du Conseil et que leur divulgation à des tiers aurait des conséquences graves.

Le titulaire s'engage de ce fait à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elle soit, relatives au Conseil qu'il aura recueillies directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents du Conseil mis à la disposition du titulaire.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements, actes et enregistrements de quelque nature que ce soit, communiqués par le Conseil au titulaire ou réalisés par le titulaire au profit du Conseil et ses préposés dans le déroulement du présent marché.

ARTICLE 31: PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROITS D'AUTEUR

Le titulaire cède au Conseil les droits de propriété littéraire et artistique afférentes aux réalisations des prestations décrites dans le présent marché, en vue de leur exploitation dans tout type de communication interne ou externe :

- Droit de reproduction : le droit de reproduire, dupliquer et adapter pour les besoins promotionnels du Conseil, sur tous supports : vidéo, reportages TV ou supports numériques (et notamment, d'images, multimédia, CDrom, DVD, internet, intranet).
- La présente cession est consentie par le titulaire à titre exclusif au Conseil, pour usage au Maroc et à l'étranger sans limite de durée.
- Le titulaire autorise le Conseil à reproduire et/ou à présenter librement les vidéos et les visuels réalisés dans le cadre de ce marché et à les exploiter sur tout support destiné à sa promotion et/ou sa publicité.
- Le Conseil pourra exploiter les vidéos et les visuels dans toutes les circonstances et sur tous les supports qui lui conviendront. Les droits cédés comprennent notamment le droit de reproduction, le droit de représentation, le droit d'arrangement, le droit d'adaptation, et ce sous toutes les formes, par tous les procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour pour une durée indéfinie et partout où besoin sera, sans réclamation aucune du réalisateur ou de la maison de production ou du narrateur de la voix off.
- Le titulaire garantit au Conseil la jouissance des droits cédés contre tous troubles susceptibles de se rattacher aux vidéos, visuels et musiques qu'il aura réalisées ou utilisés dans le cadre des présentes, et l'assure de leur originalité de telle manière que leur exploitation ne puisse entraîner aucune responsabilité du Conseil envers des tiers.

ARTICLE 32: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :



- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent marché, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;

ARTICLE 33: COLLECTE DE CONSENTEMENT

- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique collecte et traite les données à caractère personnel du fournisseur dans le cadre du traitement ayant pour finalité la gestion des fournisseurs dans le respect des conditions de la délibération de la CNDP N° 98-AU-2015 du 12 juin 2015.
- Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la CNDP sous le numéro A-GF-1018/2023 en date du 13/10/2023
- Le titulaire peut s'adresser au Secrétariat général du Conseil par courriel à l'adresse pdp@csefrs.ma pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi N° 09-08.



CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES »

ARTICLE 34: CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION

34.1 Présentation du Conseil :

Le Conseil est une institution consultative qui a pour principales missions de donner avis sur toutes les questions d'intérêt national liées aux domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ; de faire des propositions à même de contribuer au rehaussement de la qualité du système éducatif et de contribuer à l'évaluation des politiques publiques dans ces domaines.

34.2 Contexte de la prestation :

Le renforcement de la fonction culturelle de l'École est perçu comme un levier stratégique pour améliorer le système éducatif et promouvoir des apprentissages de qualité. Les orientations royales, la Constitution, la Vision Stratégique de Réforme 2015-2030, la Loi-Cadre 17.51, et le Nouveau Modèle de Développement mettent en avant l'importance de la culture comme un moyen de former des citoyens enracinés dans leur identité nationale et ouverts à la diversité.

Parallèlement, des activités culturelles parascolaires sont proposées, mais l'intégration de la culture dans le processus d'apprentissage et les curricula éducatifs présente des marges de développement. Ce constat met en lumière un écart entre les objectifs culturels définis dans les documents de référence et leur application concrète, ce qui reconfigure la fonction culturelle de l'École marocaine dans son cadre actuel.

34.3 Objectifs de la prestation :

La prestation objet du présent marché a pour **objectif** de :

- Sensibiliser les différents publics (acteurs éducatifs, décideurs politiques, grand public, jeunes) à l'importance de la fonction culturelle de l'École marocaine et à son rôle dans la formation des citoyens.
- Valoriser les expériences culturelles réussies dans le milieu scolaire marocain, en mettant en lumière les initiatives positives et leurs impacts sur les élèves.
- Mettre en valeur les acteurs du système éducatif (enseignants, élèves, responsables institutionnels, acteurs de la société civile) par des interviews et des témoignages pertinents, contribuant à enrichir le message du projet.
- Mettre en avant la place de la culture dans les curricula et encourager son intégration systématique au sein du système éducatif marocain.

La **cible** est répartie en trois catégories :

- Les acteurs éducatifs, les associations professionnelles et les ONG opérant dans les domaines de l'EFRS (Education, Formation et Recherche scientifique) ;
- Les étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, les élèves, leurs parents, leurs tuteurs et les associations qui les représentent ;
- Les décideurs politiques et éducatifs.
- Le Grand public.

ARTICLE 35: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le titulaire sera responsable des tâches suivantes :

- **Développement des scripts et scénarios** pour le film thématique et les capsules audiovisuelles, en collaboration avec le Conseil.
- **Langues et accessibilité** : Utilisation d'une voix off en arabe, avec sous-titres en amazigh, français, et anglais pour assurer une large diffusion et compréhension et pour garantir l'accessibilité à tous les publics. La traduction des scripts revient au titulaire.
- **Repérage des lieux de tournage en concertation avec le Conseil**, incluant les établissements scolaires, lieux culturels, et régions à filmer.
- **Préparation logistique** : organisation des déplacements, gestion des équipes de tournage, et coordination des équipements nécessaires pour le projet.
- **Obtention des autorisations administratives** nécessaires pour le tournage dans les établissements scolaires, lieux culturels, ou autres sites sélectionnés.

Le **Conseil** pourra, le cas échéant, mettre à la disposition du prestataire les **rushes, témoignages pré-filmés et contenus audiovisuels** déjà existants pour enrichir la production des films et des capsules.



Le Conseil fournira les éléments de contenu nécessaires pour aider le prestataire à élaborer un projet de script, un synopsis et un storyboard, qui devront être validés avant toute réalisation.

35.1 Prix N° 01 : la production et la réalisation d'un film thématique :

La production et la réalisation d'un film immersif d'environ 13 minutes qui met en lumière la fonction culturelle de l'École marocaine et en sensibilisant à l'importance de la culture dans le système éducatif. Il consiste en :

L'analyse des besoins et le développement du concept :

- Identifier les attentes et objectifs attendus par le Conseil pour définir le message central du film.
- Élaborer un concept narratif engageant, incluant des idées de storytelling, des visuels percutants et une bande-son adaptée.

L'approche narrative et contenu :

- Style narratif immersif : Une voix off structurée accompagne le récit tout en intégrant des témoignages authentiques d'élèves, d'enseignants, d'experts, et de membres de la communauté éducative.
- Construction du scénario : Un script élaboré en collaboration avec le Conseil, structuré autour des axes clés et d'expériences inspirantes.

La réalisation d'un contenu visuel et artistique :

- Captation : Filmer des scènes de vie scolaire, d'activités culturelles, et d'événements communautaires en milieu scolaire.
- Lieux emblématiques : Intégrer des prises de vue dans des écoles historiques, des musées, des bibliothèques, et des centres culturels.
- Diversité culturelle : Représenter des spécificités régionales en filmant dans des régions variées (culture amazighe du rif, atlas, souss-Massa, ...culture du Sahara, et les grandes villes comme Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech).

La production et la post-production :

- Tournage : Filmer les scènes en respectant les spécifications techniques et artistiques.
- Montage : Assembler les séquences pour créer un film fluide et captivant.
- Mixage sonore : Harmoniser dialogues, musiques et effets sonores pour une expérience auditive de qualité.
- Étalonnage : Ajuster les couleurs et contrastes pour sublimer l'image.
- Animations et effets : Ajouter des éléments graphiques ou visuels.
- Musique originale : Créer une bande sonore libre de droits, adaptée au thème du film.

Livrables :

- Film final prêt à diffuser en format numérique, optimisé pour les plateformes numériques et télévisées.

35.2 Prix N° 02 : la production et la réalisation de dix (10) capsules audiovisuelles

Le titulaire est appelé à réaliser dix (10) capsules filmées d'une durée de 2 à 3 minutes chacune, en respectant les caractéristiques suivantes :

Style et technique de réalisation :

- Capsules filmées dynamiques et immersives mettant en scène des situations réelles ou scénarisées en lien avec les objectifs culturels et éducatifs du projet.
- Utilisation de plans variés (plans rapprochés, larges) pour capter l'attention et assurer un rendu visuel de qualité professionnelle.

Approche narrative et contenu :

- Proposition d'un concept créatif et innovant pour chaque capsule, soumis à validation par le Conseil avant la phase de production.
- Présentation des idées de manière pédagogique et vulgarisée, pour faciliter la compréhension et l'assimilation de l'information par la cible.
- Inclusion d'interviews ou de témoignages d'élèves, enseignants, ou experts pour enrichir le contenu des capsules.
- Mises en situation pratiques et illustratives pour renforcer l'impact du message.

Production et post-production :

- Tournage : Filmer les scènes en respectant les spécifications techniques et artistiques.



- Montage : Montage rythmé et moderne, avec intégration d'éléments graphiques simples (titres, transitions, schémas).
- Mixage sonore : Harmoniser dialogues, musiques et effets sonores pour une expérience auditive de qualité.
- Étalonnage : Ajuster les couleurs et contrastes pour sublimer l'image.
- Animations et effets : Ajouter des éléments graphiques ou visuels.
- Musique originale : Créer une bande sonore libre de droits, adaptée au thème du film.

Livrables :

- Dix (10) capsules prêtes à diffuser, adaptées aux plateformes numériques et audiovisuelles, dans les formats demandés par le Conseil.

ARTICLE 36: EQUIPE DU TITULAIRE

Le titulaire devra mobiliser les effectifs nécessaires et suffisants pour assurer la gestion efficace des prestations.

L'équipe clé à mobiliser pour la réalisation des prestations objet du présent marché devra comporter parmi ses membres au moins les compétences techniques, artistiques et pratiques requises suivantes :

- Un (1) chef de projet (interlocuteur principal) :

Il sera l'interlocuteur principal ; il assurera la supervision globale de l'exécution des prestations et coordonnera le travail de l'ensemble de l'équipe tout au long de l'exécution du présent marché. Avoir un diplôme de niveau Bac+3 et disposer d'au moins 5 ans d'expérience dans la gestion de projets similaires.

- Un (1) directeur artistique :

Responsable de l'identité visuelle et artistique du projet, il veillera à la conception et à la mise en œuvre d'une direction artistique cohérente avec les objectifs du film et des capsules. Avoir un diplôme de niveau Bac+3 et disposer d'au moins 5 ans d'expérience.

- Un (1) Rédacteur concepteur :

Chargé de l'écriture et de l'adaptation des textes pour le film et les capsules, il apportera sa créativité et son expertise pour produire un contenu scénaristique impactant et adapté. Il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

- Un (1) Directeur de production :

Responsable de l'organisation et de la coordination technique des différentes phases de production, il supervisera les équipements techniques et les équipes opérant sur le tournage (caméras, lumière, son, etc.) pour garantir une exécution fluide et conforme aux standards techniques. Il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

- Un (1) Filmaker / réalisateur :

Responsable de la réalisation du film et des capsules, il supervisera les prises de vue et assurera la mise en scène et la direction des équipes techniques et artistiques sur le terrain. Il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

- Un (1) Monteur :

Chargé de l'assemblage des séquences filmées, il mettra en œuvre les techniques de montage pour produire un film et des capsules à la fois cohérents et captivant, en accord avec les attentes du projet. Il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

- Un (1) technicien de son :

Responsable de la captation et de l'optimisation du son, il mettra en œuvre les techniques nécessaires pour garantir une qualité sonore optimale. Il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

Les membres de l'équipe permanente intervenant sur la mission s'engagent à exécuter leurs travaux dans les règles de l'art, selon les normes et standard professionnels les plus élevés.

ARTICLE 37: CHANGEMENT DU PERSONNEL

Sauf demande de la part du maître d'ouvrage, aucun changement ne sera apporté au personnel composant l'équipe proposée dans l'offre du titulaire du marché.

Si, pour quel que soit les raisons, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire du marché fournira une personne de qualification égale ou supérieure (Cv à l'appui) et le soumettra à l'approbation préalable du maître d'ouvrage.



Si le maître d'ouvrage n'est pas satisfait de la performance d'un membre du personnel, le titulaire du marché devra fournir sans délai un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent être au moins égales à celles de la personne à remplacer.

ARTICLE 38: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° du prix	Désignation	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire HT	Prix total HT
1	Production et réalisation d'un film thématique	Unité	1		
2	Production et réalisation de capsules audiovisuelles	Unité	10		
Total général HT					
Taux TVA (20%)					
Total TTC					


Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de DH TTC
(.....dirhams Toutes Taxes Comprises).

Fait à Le.....
(Signature et cachet du titulaire)



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N°15/CSEFRS/2024

**OBJET : LA PRODUCTION ET LA REALISATION D'UN CONTENU
PROMOTIONNEL AUDIOVISUEL DE LA FONCTION CULTURELLE DE
L'ECOLE MAROCAINE POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

<u>PRESENTE PAR</u>  Zineb BOUKHARTA Chef de Département de Communication	<u>VERIFIE PAR</u>  KHADDOU BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources
<u>LU ET ACCEPTE PAR</u>	<u>VALIDE PAR</u>  Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

